



L'organisation internationale "Médecins sans frontières" n'intervient plus dans les deux régions en crise. C'est la conséquence des « persécutions judiciaires », dont quatre employés font l'objet depuis quelques mois.

Le 5 avril 2022, l'Ong Médecins sans frontières (Msf), a annoncé dans un communiqué la suspension de ses activités dans la région du Sud-Ouest Cameroun. Elle justifie cette mesure par l'arrestation qu'elle estime illégale de quatre de ses employés et invite les autorités camerounaises à procéder à la libération de ces personnes détenues depuis quelques mois par les autorités judiciaires du Sud-Ouest. Cette détention des employés humanitaires de Msf est liée à la crise socio-politique qui secoue les deux régions anglophones du Cameroun. Les quatre employés humanitaires sont soupçonnés de coopérer avec les groupes armés qui combattent les forces de défense et de sécurité.

Ashu Dabinash Godlove, conducteur d'ambulance à Msf et Madame Mewouo Marguerite Gerzande, infirmière urgentiste, ont été inculpés par le tribunal militaire de Buéa dans le Sud-Ouest pour complicité d'évasion d'un terroriste et complicité d'actes de terrorisme.

Le samedi 25 décembre 2021, à 14h30 mn, alors que les populations sont occupées à fêter Noël, une patrouille de l'armée camerounaise, notamment la brigade territoriale de

gendarmerie de Tinto, arrondissement de Upper Bayang, département de la Manyu, lourdement armée a eu un violent accrochage dans la petite bourgade de Tinto 2, non loin du chef-lieu de l'arrondissement avec un groupe armé se réclamant des séparatistes. Au terme de l'affrontement de plusieurs minutes, deux éléments des groupes séparatistes ont été grièvement blessés par balles pendant que les éléments de la gendarmerie enregistraient des dégâts mineurs. Les frères d'armes des combattants blessés, venus en renfort les ont conduits immédiatement en moto dans la localité forestière de Ntenmbang. Les leaders des groupes armés vont alors contacter le responsable de l'antenne Msf de Mamfé. Après l'alerte et eu égard à l'insécurité généralisée, l'équipe de Médecins sans frontières a engagé les préparatifs d'usage afin de procéder à l'évacuation des blessés. Les deux employés de Msf ont été stoppés devant un poste de police au moment où ils transportaient dans une ambulance un présumé sécessionniste.

## Persécutions judiciaires

Le 19 janvier 2022, Yvette Enjoh, employé de Msf a été arrêtée à Kumba, sans convocation, ni mandat, ni un quelconque titre de justice par les éléments des forces de défense et de sécurité et conduite dans les locaux de la légion de gendarmerie de Buéa. Selon un communiqué de l'Ong Mandela Center International, ces mêmes éléments se sont rendus au domicile de Blasius Akie, le même jour. Celui-ci étant absent de son domicile au moment où les forces de l'ordre sont descendues pour procéder à son interpellation, c'est son épouse qui a été interpellée. Yvette Enjoh et Blasius Akie sont, tous deux volontaires de Msf qui dispensaient des soins de santé de base aux populations du Sud-Ouest affectées par la crise sécuritaire. François Fogno, spécialiste des droits de l'homme, par ailleurs secrétaire exécutif de l'Ong Mandela Center, affirme que les multiples « persécutions judiciaires » dont les employés de Msf sont victimes violent l'article 3 commun aux Conventions de Genève qui dispose que « toute personne qui ne participe pas activement aux hostilités, ou qui ne participe plus, a droit à la protection. Les blessés, les malades et les naufragés, quel que soit leur statut, ont droit à une protection ».

Réagissant à l'interpellation des employés de Msf en février dernier, le docteur Modeste Tamakloe, représentant de Msf au Cameroun, a affirmé que les employés interpellés sont des personnes qui font un travail humanitaire au Cameroun. Selon lui, se retrouver en prison pour avoir secouru une personne qui a besoin d'assistance va à l'encontre de l'éthique médicale. « Notre organisation humanitaire a mis à leur disposition un avocat qui suit le dossier. Cet avocat est en contact avec les autorités judiciaires et les deux détenus. Ici à Yaoundé, nous avons entamé les discussions avec les autorités pour aboutir à la clarification des choses afin que les relations soient assainies », affirme le représentant de Msf au Cameroun.

Dans un communiqué de presse diffusé en décembre 2021, le ministère de la Défense avait accusé l'Ong Msf de soutenir les séparatistes armés dans le cadre de la crise sécuritaire dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. En 2021, ces mêmes accusations des autorités gouvernementales ont contraint Msf à quitter la région du Nord-Ouest.

**Le Jour**